

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/374/Add.5

6 novembre 2003

(03-5903)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

EXAMEN DES LÉGISLATIONS

Réponses de la Chine aux questions posées par le Japon

Addendum

Par une communication datée du 20 octobre 2003, la Mission permanente de la République populaire de Chine a fait parvenir au Secrétariat les réponses ci-après aux questions complémentaires posées par le Japon dans le document IP/C/W/362/Add.4.

JAPON

A. DROIT D'AUTEUR

En complément de la réponse à la question n° 3:

En ce qui concerne l'article 39 3) de la Loi sur le droit d'auteur, prière d'expliquer à l'aide d'exemples concrets de quelle manière les détenteurs du droit d'auteur devraient faire connaître leur volonté (par exemple par un "avis apposé sur la jaquette d'un CD") de ne pas autoriser une quelconque exploitation de leurs œuvres.

L'article 31 du Règlement d'application modifié de la Loi sur le droit d'auteur de la Chine dispose que "dans le cas où un titulaire du droit d'auteur déclare, conformément au troisième paragraphe de l'article 39 de la Loi sur le droit d'auteur, qu'aucun enregistrement sonore de son œuvre n'est autorisé, il fera une telle déclaration au moment où son œuvre sera légalement enregistrée". Aux termes de cet article, si les titulaires du droit d'auteur sur des œuvres musicales ne veulent pas autoriser une quelconque exploitation de leurs œuvres conformément aux dispositions en matière de licences légales pour effectuer des enregistrements sonores, ils doivent l'annoncer au moment où l'enregistrement est réalisé pour la première fois. La Loi sur le droit d'auteur ne fixe pas de limites quant à la façon de faire l'annonce; l'"avis apposé sur la jaquette d'un CD" n'est que l'une des formes que peut revêtir l'annonce. La norme de protection qu'établit l'article susmentionné est théoriquement plus élevée que la norme de protection minimale exigée par l'article 13 de la Convention de Berne.

En complément de la réponse à la question n° 4:

Il est clairement indiqué dans la réponse que le Conseil d'État édictera un règlement sur les critères relatifs à la redevance. Prière de préciser à quelle date ce règlement sera certainement rendu public et, par ailleurs, de décrire en détail le système de répartition de la redevance acquittée par les organismes de radiodiffusion en faveur des détenteurs de droits. De quelle manière la redevance est-elle transférée des organismes de radiodiffusion aux détenteurs

de droits? Existe-t-il un organisme jouant le rôle d'intermédiaire? Si tel est le cas, prière de fournir des renseignements détaillés sur cet organisme.

Le Bureau juridique du Conseil d'État a inscrit le Règlement sur les critères relatifs à la redevance pour les organismes de radiodiffusion et de télévision dans son programme législatif pour 2003.

En complément de la réponse à la question n° 5:

Plus d'un an s'est déjà écoulé depuis que la Chine est devenue Membre de l'OMC. Bien que le gouvernement chinois ait pris un engagement clair, il semble que peu de progrès aient été accomplis sur la question du "seuil de déclenchement d'une procédure pénale". Veuillez indiquer ce que les autorités compétentes (le parquet de la Cour suprême du peuple et le Ministère de la sécurité publique) ont fait dans ce domaine depuis l'année dernière. Veuillez par ailleurs indiquer la date précise d'ici à laquelle le gouvernement chinois pourra respecter son engagement.

La Chine s'est acquittée de son engagement à cet égard en faisant parvenir une recommandation de l'ex-Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique aux autorités compétentes. Ces dernières, dont la Cour suprême du peuple, le parquet de la Cour suprême du peuple et le Ministère de la sécurité publique, étudient la question, mais aucune date n'est prévue pour la fin des travaux.

B. BREVETS

En complément de la réponse à la question n° 9:

Le délai moyen nécessaire à l'examen des demandes de brevet déposées par des ressortissants japonais est actuellement de 36,8 mois et va être écourté. Le Japon croit savoir par ailleurs d'après les discussions entre l'Office des brevets du Japon et le SIPO (Office d'État de la propriété intellectuelle) que le délai moyen total nécessaire à l'examen des demandes de brevet (pour tous les déposants) est de 46 mois. Veuillez indiquer si ces délais ont récemment changé et préciser, si possible, le délai moyen nécessaire à l'examen des demandes de brevet déposées par des ressortissants chinois.

Nous ne disposons pas de nouvelles statistiques sur le délai moyen nécessaire à l'examen des demandes de brevet. Le délai moyen de 46 mois est également applicable aux ressortissants chinois.

Le délai moyen nécessaire à l'examen des demandes de brevet déposées par des ressortissants japonais est actuellement de 36,8 mois et va être écourté. Même si ce délai moyen est de 36,8 mois, la Chine convient-elle que tout délai dépassant largement 36,8 mois peut ne pas être considéré comme "un délai raisonnable" au sens de l'article 62:2 de l'Accord sur les ADPIC?

Les délais de 36,8 et de 46 mois représentent une moyenne, ce qui signifie que le temps nécessaire est parfois plus court et parfois plus long. Il est donc possible que le temps nécessaire dépasse, dans certains cas, le délai moyen de 36,8 ou de 46 mois.

C. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

En complément de la réponse à la question n° 11:

Veillez confirmer que les pouvoirs publics prennent aussi en charge le coût de la confiscation et de la destruction par les organismes chargés de faire respecter les droits, y compris l'administration des douanes, des marchandises portant atteinte à des droits de brevet concernant des inventions, des modèles d'utilité et des dessins ou modèles.

Les autorités administratives chargées de faire respecter les droits de brevet ne procèdent pas à des confiscations, de sorte qu'il n'y a aucun coût à ce titre. Pour ce qui est des douanes, aucune disposition des lois et règlements chinois ne prévoit que les pouvoirs publics doivent prendre en charge le coût de la confiscation et de la destruction par l'administration des douanes des marchandises portant atteinte à des droits. Cette façon de procéder est compatible avec l'Accord sur les ADPIC.

En complément de la réponse à la question n° 16:

En application de la procédure administrative, les autorités chinoises exigent des détenteurs des droits qu'ils établissent non seulement l'existence d'une atteinte, mais également le montant précis du dommage causé par cette atteinte. Si ces deux éléments ne sont pas établis, les autorités chinoises n'engagent pas la procédure administrative. Or, cette "procédure administrative" n'a pas pour objet la réparation du dommage subi par les détenteurs de droits. Il est évident que l'obligation pour ces derniers de déterminer le montant précis du dommage représenterait pour eux une charge induue alors que cette détermination peut être faite dans le cadre de l'enquête menée par les autorités compétentes. Cette situation peut ne pas être compatible avec les dispositions de l'article 41 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez expliquer les raisons pour lesquelles les autorités chinoises n'engagent pas la procédure administrative, même lorsque l'atteinte aux droits est évidente, tant que les détenteurs des droits n'ont pas établi le montant précis du dommage. Les autorités chinoises entendent-elles aider les détenteurs des droits à établir le montant du dommage de façon à faciliter la procédure administrative?

Il n'y a pas de prescription juridique contraignant les détenteurs de droits à établir le montant précis du dommage causé par une atteinte à leurs droits pour que la procédure administrative puisse être engagée. Ni la Loi sur les brevets (article 57) ni la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce (article 53) n'exigent des détenteurs de droits qu'ils fassent clairement état du dommage qu'ils ont subi. S'agissant de la Loi sur le droit d'auteur, bien qu'aux termes de l'article 47 les détenteurs de droits soient tenus de fournir des éléments de preuve, y compris d'indiquer le montant du dommage, celui-ci doit s'entendre du dommage qui peut être prouvé, l'objet de la prescription étant de garantir que l'atteinte alléguée par le détenteur de droits existe vraiment.

En complément de la réponse à la question n° 17:

Conformément à la notification de la Cour suprême du peuple (du 17 décembre 1998) qui est mentionnée dans la réponse, font l'objet de sanctions pénales la personne physique qui retire des gains supérieurs à 50 000 RMB des activités portant atteinte à des droits qu'elle mène à des fins commerciales et la personne morale qui en retire des gains supérieurs à 200 000 RMB. Cela signifie que les sanctions pénales ne s'appliqueraient pas à une atteinte au droit d'auteur ayant rapporté des gains illicites pas tout à fait aussi élevés, même si l'atteinte a été commise à une échelle commerciale. Par exemple, on peut comprendre par là que la personne morale qui a vendu 10 000 exemplaires de disques compacts pirates (10 RMB par CD) et en a tiré 100 000 RMB n'est passible d'aucune sanction pénale en application de cette notification (les compacts disques pirates sont vendus à un prix d'environ 5 à 15 RMB par exemplaire sur

certaines marchés). Cette situation indique que le Code pénal et son interprétation risquent de n'être guère dissuasifs contre les atteintes au droit d'auteur. Veuillez expliquer les raisons pour lesquelles, selon le gouvernement chinois, une telle situation est compatible avec l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.

Aux termes de l'article 13 du Code pénal, la commission d'un délit est un acte qui menace gravement la société, viole le Code pénal et est passible de sanctions conformément audit code. Un acte illicite n'est considéré comme un délit et sanctionné conformément au Code pénal que lorsqu'il menace la société jusqu'à un certain point. Le Code pénal prévoit un critère qui tient compte à la fois de la nature et de l'importance du tort causé par un acte pour déterminer si cet acte constitue ou non un délit. Ce critère est identique au critère d'"échelle commerciale" utilisé dans l'Accord sur les ADPIC. La notification de la Cour suprême du peuple mentionnée dans la question vise à clarifier les articles pertinents du Code pénal afin de disposer d'un fondement juridique clair pour infliger des sanctions pénales dans des cas de piratage à une échelle commerciale.

Si l'on compare les critères pour infliger des sanctions pénales dans les cas de piratage qui sont appliqués dans des pays comme le Japon, l'Allemagne et la France avec celui qui est appliqué en Chine, on constate que ce dernier est moins rigoureux et qu'il n'exige pas qu'il y ait "intention de réaliser des profits", que "le montant des recettes illicites soit important" ou qu'"il existe d'autres circonstances graves". Toutefois, la sanction pénale la plus forte dans les cas de piratage en Chine est une peine d'emprisonnement ferme de sept ans, qui est beaucoup plus lourde que la peine de trois ans infligée dans les pays susmentionnés. De plus, outre les sanctions pénales, la Chine inflige aussi des sanctions civiles et administratives dans les cas de piratage et certaines des sanctions non pénales sont analogues aux sanctions infligées dans d'autres pays pour des délits mineurs. Par conséquent, la Chine dispose d'un système complet pour faire respecter le droit d'auteur, qui est pleinement compatible avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

En complément de la réponse à la question n° 18:

Le Japon croit comprendre que la procédure administrative serait engagée après que le détenteur du droit a déposé une demande auprès d'un organisme administratif. Veuillez expliquer les raisons pour lesquelles le dépôt d'une demande est nécessaire lorsque l'"atteinte à l'intérêt public" est la raison essentielle qui justifie une sanction administrative. De plus, dans le cas d'une atteinte portée à des droits via Internet, veuillez expliquer s'il est possible ou non d'appliquer une sanction administrative efficace pour une telle atteinte en tant qu'acte constitutif d'une "atteinte à l'intérêt public".

De tels problèmes n'existent pas dans le cas d'une atteinte à un brevet, car l'autorité administrative n'inflige pas de sanctions administratives. Pour ce qui est des marques de fabrique ou de commerce, les procédures administratives ne sont pas nécessairement engagées à la demande du détenteur du droit; l'autorité administrative peut agir de sa propre initiative, en application de l'article 54 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

D. AUTRES

En complément de la réponse à la question n° 15:

L'article 24 du Règlement sur le contrôle à l'importation et à l'exportation de technologies régit la responsabilité du cautionnement vis-à-vis d'une tierce partie. Toutefois, l'article 353 du Code civil non seulement prévoit la responsabilité du cautionnement vis-à-vis d'une tierce partie, mais autorise par ailleurs expressément les parties à convenir d'un autre arrangement dans leurs contrats. Veuillez indiquer si l'article 24 autorise de même les parties à convenir de la responsabilité du cautionnement vis-à-vis d'une tierce partie d'une manière

différente de ce que l'article 24 prévoit expressément. En d'autres termes, veuillez confirmer que le donneur de licence ne sera pas responsable du cautionnement vis-à-vis d'une tierce partie au titre de l'article 24 du Règlement sur le contrôle à l'importation et à l'exportation de technologies si le contrat conclu entre les parties stipule que le donneur de licence ne sera pas responsable de ce cautionnement. Si cela est exact, veuillez porter cette interprétation de la législation à la connaissance du public.

L'article 353 de la Loi relative aux contrats de la Chine pose le principe du partage de la responsabilité entre le donneur de licence et le preneur de licence en termes généraux et l'article 355 de cette loi prévoit en outre que, "lorsque les lois ou règlements administratifs énoncent d'autres dispositions dans le cas des contrats d'introduction de technologie ou des contrats de brevets et des demandes de brevet, ces dispositions s'appliqueront en conséquence". De ce fait, on peut en conclure que c'est l'article 24 du Règlement sur le contrôle à l'importation et à l'exportation de technologies, et non l'article 353 de la Loi relative aux contrats, qui s'appliquera dans le cas des contrats d'importation ou d'exportation de technologies.
